

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

F. 98 — 2307

[S - C - 98/31326]

25 JUIN 1998. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française modifiant le Règlement du 17 décembre 1993 fixant la procédure relative à l'autorisation de fonctionnement provisoire, à l'agrément, au refus et au retrait d'agrément et à la fermeture des établissements visés à l'article 1^{er} du décret du 10 mai 1984 relatif aux maisons de repos pour personnes âgées et déterminant les modalités d'octroi de l'accord de principe visé à l'article 2bis du décret du 10 mai 1984 relatif aux maisons de repos pour personnes âgées

Le Collège,

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 10 mai 1984 relatif aux maisons de repos pour personnes âgées, notamment l'article 5, § 2;

Vu le règlement du 17 décembre 1993 fixant la procédure relative à l'autorisation de fonctionnement provisoire, à l'agrément, au refus et au retrait d'agrément et à la fermeture des établissements visés à l'article 1^{er} du décret du 10 mai 1984 relatif aux maisons de repos pour personnes âgées et déterminant les modalités d'octroi de l'accord de principe visé à l'article 2bis du décret du 10 mai 1984 relatif aux maisons de repos pour personnes âgées;

Vu l'avis de la section "Personnes âgées" du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux Personnes et de la Santé, donné le 21 novembre 1997;

Vu la délibération du Collège de la Commission communautaire française le 11 décembre 1997 sur la demande d'avis dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 19 janvier 1998, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu l'avis de la section "Hébergement" du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux Personnes et de la Santé, régi par le décret du 5 juin 1997, donné le 23 avril 1998;

Sur la proposition du Membre du Collège compétent pour l'Aide aux Personnes,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution en vertu de l'article 138 de celle-ci.

Art. 2. L'article 10, 10°, du Règlement du dix-sept décembre mil neuf cent nonante trois fixant la procédure relative à l'autorisation de fonctionnement provisoire, à l'agrément, au refus et au retrait d'agrément et à la fermeture des établissements visés à l'article 1^{er} du décret du 10 mai 1984 relatif aux maisons de repos pour personnes âgées et déterminant les modalités d'octroi de l'accord de principe visé à l'article 2bis du décret du 10 mai 1984 relatifs aux maisons de repos pour personnes âgées, est remplacé par le texte suivant :

« 10° : Un plan financier, conforme à l'annexe I, dans lequel le gestionnaire justifie, pour une période de 3 années, des capitaux suffisants au regard des investissements à réaliser et des dépenses à prévoir pour assurer la conformité de l'établissement aux normes et réglementations auxquelles il doit répondre; ce plan financier doit être certifié par un réviseur d'entreprise.

Les sociétés qui, pour le dernier exercice clôturé, répondent aux critères énoncés à l'article 12, § 2, de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises, ainsi que les sociétés qui commencent leurs activités, ne sont pas tenues de nommer un réviseur d'entreprise pour autant que le plan financier résulte d'estimations faites de bonne foi. »

Art. 3. Il est inséré, dans le même Règlement, une annexe I conforme à l'annexe du présent arrêté.

Art. 4. L'annexe au même Règlement en devient l'annexe II.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 6. Le membre du Collège compétent pour l'Aide aux personnes est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 25 juin 1998.

Par le Collège:

Le Membre compétent pour l'Aide aux Personnes,
Ch. PICQUE

Le Président du Collège,
H. HASQUIN

Annexe à l'arrêté 97/1649 du 25 juin 1998 du Collège de la Commission communautaire française modifiant le Règlement du 17 décembre 1993 fixant la procédure relative à l'autorisation de fonctionnement provisoire, à l'agrément, au refus et au retrait d'agrément et à la fermeture des établissements visés à l'article 1^{er} du décret du 10 mai 1984 relatif aux maisons de repos pour personnes âgées et déterminant les modalités d'octroi de l'accord de principe visé à l'article 2bis du décret du 10 mai 1984 relatif aux maisons de repos pour personnes âgées.

Annexe II au Règlement du 17 décembre 1993 fixant la procédure relative à l'autorisation de fonctionnement provisoire, à l'agrément, au refus et au retrait d'agrément et à la fermeture des établissements visés à l'article 1^{er} du décret du 10 mai 1984 relatif aux maisons de repos pour personnes âgées et déterminant les modalités d'octroi de l'accord de principe visé à l'article 2bis du décret du 10 mai 1984 relatif aux maisons de repos pour personnes âgées.

Vu pour être annexé à l'arrêté 97/1649 du 25 juin 1998 du Collège de la Commission communautaire française modifiant le Règlement du 17 décembre 1993 fixant la procédure relative à l'autorisation de fonctionnement provisoire, à l'agrément, au refus et au retrait d'agrément et à la fermeture des établissements visés à l'article 1^{er} du décret du 10 mai 1984 relatif aux maisons de repos pour personnes âgées et déterminant les modalités d'octroi de l'accord de principe visé à l'article 2bis du décret du 10 mai 1984 relatif aux maisons de repos pour personnes âgées.

Bruxelles, le 25 juin 1998.

Par le Collège:

Le Membre compétent pour l'Aide aux Personnes,

Ch. PICQUE

Le Président du Collège,

H. HASQUIN

IDENTIFICATION DE L'ETABLISSEMENT

Dénomination de la maison de repos

Adresse :

Forme statutaire :

Capital :

Date de début du fonctionnement :

En autorisation de fonctionnement provisoire du au

Agrément du au

Demande d'agrément

Demande de prorogation d'agrément

(Biffer les mentions inutiles)

Date de la dernière demande introduite après autorisation de fonctionnement provisoire :

Directeur :

Reviser d'entreprise/Expert comptable (Biffer la mention inutile)

Nom :

adresse :

Période couverte par le présent plan financier : du...../...../..... au...../...../.....

RENSEIGNEMENTS GENERAUX

Fournir les informations suivantes :

1. Taux d'occupation annuel réalisé à la clôture du dernier exercice (N) :

à la clôture de l'exercice (N-1) :

à la clôture de l'exercice (N-2) :

taux d'occupation escompté

	N	N+1	N+2
Taux occupation			

Remarque : Taux d'occupation = $\frac{\text{Nombre de journée d'occupation} * 100}{\text{Nombre de lits agréés} * 365}$

Nombre de journées d'occupation = nombre de journées d'hébergement et de réservation suite à hospitalisation, vacances,....

2. Capacité d'hébergement maximale reconnue : unités
 Extension de la capacité d'hébergement demandée unités
 (Nombre d'unités en plus à ajouter à la capacité maximale reconnue)
 Détailler le nombre de chambres et leurs tarifs respectifs:

3. Nombre de membres du personnel exprimé en équivalent à temps plein (sur base de la moyenne annuelle) exercices

Catégorie de personnel	n-1	n	n+1	n+2
Direction et administration				
Infirmier				
Soignant				
Pharmaceutique				
Médical				
Paramédical (1)				
Entretien				
Chauffage				
Buanderie				
Cuisine				
Autre (frais généraux)				
Total				

(1) Par personnel paramédical, on entend le personnel paramédical pris en compte pour les normes de personnel INAMI.

Dépenses annuelles de personnel :
 En milliers de francs

exercices

Catégorie de personnel	n-1	n	n+1	n+2
Direction et administration				
Infirmier				
Soignant				
Pharmaceutique				
Médical				
Paramédical				
Entretien				
Chauffage				
Buanderie				
Cuisine				
Autre				
Total				

4. Dernier prix journalier à la clôture de l'exercice (N-1) et évolution prévue:
(Par prix journalier, il faut entendre le prix pratiqué sans tenir compte des suppléments)

Exercices			
N-1	N	N+1	N+2

5. Prix journalier de revient (= coût moyen) sur base des données du compte analytique de l'exercice

N-1	N	N+1	N+2

6. Détail des suppléments portés en compte au-delà du prix journalier

7. Coût journalier moyen des suppléments appliqués :

8. Prix journalier moyen globalisé (4+7) à la clôture de l'exercice (N-1) et évolution prévue

N-1	N	N+1	N+2

9. Détail des frais couverts par le prix journalier sans suppléments
(Biffer les mentions inutiles)

Charges Financières	oui	non
Frais généraux	oui	non
Frais d'entretien	oui	non
Frais de chauffage	oui	non
Frais administratifs et informatiques	oui	non
Frais de buanderie, lingerie	oui	non
Frais d'alimentation	oui	non
Frais médicaux	oui	non
Frais paramédicaux	oui	non
Frais pharmaceutiques	oui	non
Frais de soins	oui	non
Frais récréatifs	oui	non
Frais du culte	oui	non
Frais de transport	oui	non

Recettes qui viennent éventuellement en déduction des dépenses ci-dessus avant d'effectuer le calcul du prix journalier sans suppléments :

Remboursement de frais de téléphone	oui	non
Participation dans les frais des manifestations récréatives	oui	non
Participation dans les frais de transport	oui	non
Autres recettes déduites à détailler:		

PLAN FINANCIER
(en milliers de francs)

Dépenses d'investissement

Nature des dépenses	N-1	N	N+1	N+2
Immobilisations incorporelles				
concessions, brevets				
plan et études en cours				
droits réels d'emphyt. ou de superficie				
droits mobiliers				
Terrains				
Constructions				
Matériel et équipement non médical				
d'entretien				
de chauffage				
administratif				
de buanderie-lingerie				
de cuisine				
Mobilier non médical				
d'entretien				
de chauffage				
administratif				
de buanderie-lingerie				
de cuisine				
Matériel roulant (*)				
Matériel et équipement médical				
Mobilier médical				
Total des dépenses d'investissement				

Ressources d'investissement

Nature des ressources	N-1	N	N+1	N+2
Emprunts contractés				
Emprunt à contracter				
subsidés divers				
Cessions d'immobilisations				
Dons et legs				
Total des ressources d'investissement				

(*) Par matériel roulant, il faut entendre les véhicules automobiles (voitures, camionnettes) utilisés par l'institution.

COMPTES D'EXPLOITATION

Résultat net de l'exercice

Donnez pour chaque exercice concerné le détail du résultat de l'exercice

Nature des produits	N-1	N	N+1	N+2
Intervention des pensionnaires				
Intervention des débiteurs d'aliments				
Intervention des CPAS				
Intervention des pensionnaires ou de tiers subrogés dans les frais médicaux, paramédicaux, pharmaceutiques				
Intervention de l'INAMI				
Recettes diverses				
Indemnités des compagnies d'assurances				
Rétrocession d'honoraires				
Ristournes diverses				
Produits financiers				
Total des PRODUITS				

Nature des charges	N-1	N	N+1	N+2
Charges financières				
Charges fiscales				
Précompte immobilier				
Impôts des personnes physiques ou morales				
TVA, amendes, taxes				
Frais généraux				
Charges de personnel (*)				
Autres charges				
Frais d'entretien				
Charges de personnel				
Autres charges				
Frais de chauffage				
Charges de personnel				
Autres charges				
Frais d'administration				
Charges de personnel				
Autres charges				
Frais de buanderie				
Charges de personnel				
Autres charges				
Frais d'alimentation				
Charges de personnel				
Autres charges				

Nature des charges	N-1	N	N+1	N+2
Frais médicaux				
Charges de personnel				
Autres charges				
Frais paramédicaux				
Charges de personnel				
Autres charges				
Frais pharmaceutiques				
Charges de personnel				
Autres charges				
Frais d'hébergement et de soins				
Total des charges				
RESULTAT NET				

(*) Par "charges de personnel", il faut entendre les rémunérations et toutes les charges y relatives, y compris l'assurance accidents du travail - maladies professionnelles et le service médical du travail.

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

Nature des biens	Durée de l'amortissement	Valeur initiale	Amortissements effectués	Valeur résiduelle.
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets				
Plans et étude en cours				
droits réels d'emphytéose ou de superficie				
Droits mobiliers				
Constructions				
Matériel et équipement non médical				
d'entretien				
de chauffage				
administratif				
de buanderie - lingerie				
de cuisine				
Mobilier non médical				
d'entretien				
de chauffage				
administratif				
de buanderie - lingerie				
de cuisine				
Matériel roulant				
Matériel et équipement médical				
Mobilier médical				

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 98 — 2307

[S - C - 98/31326]

25 JUNI 1998. — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het Reglement van 17 december 1993 tot vaststelling van de procedure tot toelating van de voorlopige werking, de erkenning, de weigering en intrekking van de erkenning en de sluiting van de instellingen bedoeld in artikel 1 van het decreet van 10 mei 1984 betreffende de rustoorden voor bejaarden en tot bepaling van de nadere regels voor de toekenning van het princiepsakkoord bedoeld in artikel 2bis van het decreet van 10 mei 1984 betreffende de rustoorden voor bejaarden

Het College,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapraad van 10 mei 1984 betreffende de rustoorden voor bejaarden, inzonderheid op artikel 5, § 2;

Gelet op het reglement van 17 december 1993 tot vaststelling van de procedure tot toelating van de voorlopige werking, de erkenning, de weigering en intrekking van de erkenning en de sluiting van de instellingen bedoeld in artikel 1 van het decreet van 10 mei 1984 betreffende de rustoorden voor bejaarden en tot bepaling van de nadere regels voor de toekenning van het princiepsakkoord bedoeld in artikel 2bis van het decreet van 10 mei 1984 betreffende de rustoorden voor bejaarden;

Gelet op het advies van de afdeling « Bejaarden » van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Bijstand aan Personen en Gezondheid, gegeven op 21 november 1997;

Gelet op de beraadslaging van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 11 december 1997 over het verzoek om advies binnen de maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 19 januari 1998 overeenkomstig artikel 84, 1ste lid, 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het advies van de afdeling « Huisvesting » van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Bijstand aan Personen en Gezondheid, gegeven op 23 april 1998;

Op voordracht van het Lid van het College bevoegd voor Bijstand aan Personen,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet krachtens artikel 138 van de Grondwet.

Art. 2. Artikel 10, 10°, van het Reglement van 17 december 1993 tot vaststelling van de procedure tot toekenning van de voorlopige werking, de erkenning, de weigering en intrekking van de erkenning en de sluiting van de instellingen bedoeld in artikel 1 van het decreet van 10 mei 1984 betreffende de rustoorden voor bejaarden en tot bepaling van de nadere regels voor de toekenning van het princiepsakkoord bedoeld in artikel 2bis van het decreet van 10 mei 1984 betreffende de rustoorden voor bejaarden, wordt vervangen door de volgende tekst :

« 10° : Een financieel plan overeenkomstig bijlage I waarin de beheerder voor een periode van 3 jaren een verantwoording geeft voor voldoende kapitaal voor de te realiseren investeringen en te voorziene uitgaven zodat de instelling in overeenstemming is met de normen en reglementeringen waaraan ze dient te voldoen ; dit financieel plan moet worden voor echt verklaard door een bedrijfsrevisor.

De vennootschappen die vóór de sluiting van het laatste dienstjaar voldoen aan de criteria bedoeld in artikel 12, § 2 van de wet van 17 juli 1975 betreffende de boekhouding en de jaarrekeningen van de bedrijven evenals de vennootschappen die hun activiteiten opstarten, dienen geen bedrijfsrevisor aan te stellen voor zover het financieel plan het resultaat is van ramingen die te goeder trouw zijn gemaakt ».

Art. 3. In datzelfde Reglement wordt een bijlage I overeenkomstig de bijlage bij dit besluit toegevoegd.

Art. 4. De bijlage bij dit Reglement wordt bijlage II.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op de dag van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 6. Het Lid van het College bevoegd voor Bijstand aan Personen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, op 25 juni 1998.

Namens het College :
Het Lid belast met Bijstand aan Personen,
Ch. PICQUE

De Voorzitter van het College,
H. HASQUIN

Bijlage bij het besluit 97/1649 van 25 juni 1998 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het Reglement van 17 december 1993 tot vaststelling van de procedure toekenning van de voorlopige werking, de erkenning, de weigering en intrekking van de erkenning en de sluiting van de instellingen bedoeld in artikel 1 van het decreet van 10 mei 1984 betreffende de rustoorden voor bejaarden en tot bepaling van de nadere regels voor de toekenning van het principiële akkoord bedoeld in artikel 2bis van het decreet van 10 mei 1984 betreffende de rustoorden voor bejaarden.

Bijlage II bij het Reglement van 17 december 1993 tot vaststelling van de procedure tot toekenning van de voorlopige werking, de erkenning, de weigering en intrekking van de erkenning en de sluiting van de instellingen bedoeld in artikel 1 van het decreet van 10 mei 1984 betreffende de rustoorden voor bejaarden en tot bepaling van de nadere regels voor de toekenning van het principiële akkoord bedoeld in artikel 2bis van het decreet van 10 mei 1984 betreffende de rustoorden voor bejaarden.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit 97/1649 van 25 juni 1998 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het Reglement van 17 december 1993 tot vaststelling van de procedure tot toekenning van de voorlopige werking, de erkenning, de weigering en intrekking van de erkenning en de sluiting van de instellingen bedoeld in artikel 1 van het decreet van 10 mei 1984 betreffende de rustoorden voor bejaarden en tot bepaling van de nadere regels voor de toekenning van het principiële akkoord bedoeld in artikel 2bis van het decreet van 10 mei 1984 betreffende de rustoorden voor bejaarden.

Brussel, 25 juni 1998.

Namens het College :
 Het Lid belast met Bijstand aan Personen,
 Ch. PICQUE
 De Voorzitter van het College,
 H. HASQUIN

IDENTIFICATIE VAN DE INRICHTING

Benaming van het rustoord voor bejaarden

Adres :

Statuutvorm :

Kapitaal :

Begindatum van de werking :

Met voorlopige werkingsvergunning van tot

Erkenning van tot

Erkenningsaanvraag

Aanvraag tot verlenging van de erkenning

(Schrappen wat niet van toepassing is)

Datum van de jongste aanvraag die na de voorlopige werkingsvergunning werd ingediend :

Directeur :

Bedrijfsrevisor/Accountant (Schrappen wat niet van toepassing is)

Naam :

Adres :

Periode die het financieel plan bestrijkt : van...../...../..... tot/...../.....

ALGEMENE INLICHTINGEN

De volgende inlichtingen verstrekken :

1. Jaarlijkse bezettingsgraad die werd vastgesteld op het einde van het jongste dienstjaar (N) :

op het einde van het dienstjaar (N-1) :

op het einde van het dienstjaar (N-2) :

verwachtende bezettingsgraad

	N	N+1	N+2
Bezettingsgraad			

Opmerking : $\text{Bezettingsgraad} = \frac{\text{Aantal bezettingsdagen} \times 100}{\text{Aantal erkende bedden} \times 365}$

Aantal bezettingsdagen = aantal dagen huisvesting en reservering als gevolg van ziekenhuisopname, vakanties,...

4. Laatste dagprijs bij de afsluiting van het dienstjaar (N-1) en voorziene evolutie :
(Onder dagprijs verstaat men de prijs die wordt toegepast zonder met de toeslagen rekening te houden)

dienstjaren			
N-1	N	N+1	N+2

5. Kostprijs per dag (= de gemiddelde kost) op grond van de gegevens van de analytische rekening van het dienstjaar

N-1	N	N+1	N+2

6. Specificatie van de toeslagen die bovenop de dagprijs werden verrekend :

7. Gemiddelde kostprijs van de toegepaste toeslagen :

8. De geglobaliseerde gemiddelde dagprijs (4+7) bij de afsluiting van het dienstjaar (N-1) en de voorziene evolutie

N-1	N	N+1	N+2

9. Specificatie van de kosten die de dagprijs zonder de toeslagen dekt
(schrappen wat niet van toepassing is)

Financiële lasten	ja	neen
Algemene kosten	ja	neen
Onderhoudskosten	ja	neen
Verwarmingskosten	ja	neen
Administratie- en informatiekosten	ja	neen
Kosten voor was, linnen	ja	neen
Voedingskosten	ja	neen
Medische kosten	ja	neen
Paramedische kosten	ja	neen
Farmaceutische kosten	ja	neen
Verzorgingskosten	ja	neen
Recreatiekosten	ja	neen
Eredienstkosten	ja	neen
Vervoerkosten	ja	neen

Ontvangsten die van voormelde uitgaven eventueel moeten worden afgetrokken vooraleer de dagprijs zonder de toeslagen te berekenen :

Terugbetaling van de telefoonkosten	ja	neen
Deelneming in de kosten voor recreatiemanifestaties	neen	ja
Deelneming in de vervoerkosten	neen	ja
Andere afgetrokken ontvangsten die moeten worden gespecificeerd :		

FINANCIEEL PLAN
(in duizenden frank)

Investeringsuitgaven

Aard van de uitgaven	N-1	N	N+1	N+2
Immateriële vaste activa				
concessies, brevetten				
lopende studies en plannen				
werkelijke rechten van erfpacht of opstal				
roerende rechten				
Terreinen				
Bouwwerken				
Niet medische uitrusting en materiaal				
van onderhoud				
van verwarming				
administratief				
voor de was-linnen				
van de keuken				
Niet medisch meubilair				
van onderhoud				
van verwarming				
administratief				
voor de was-linnen				
van de keuken				
Rollend materieel (*)				
Medische uitrusting en materiaal				
Medisch meubilair				
Totaal van de investeringsuitgaven				

Investeringsmiddelen

Aard van de middelen	N-1	N	N+1	N+2
Aangegane leningen				
Aan te gane leningen				
Verskillende subsidies				
Overdrachten van onroerende goederen				
Giften en legaten				
Totaal van de investeringsmiddelen				

(*) Onder rollend materieel verstaat men de automobiele voertuigen (auto's, bestelwagens) gebruikt door de inrichting.

EXPLOITATIEREKENINGEN

Nettoresultaat van het dienstjaar

Geef voor elk desbetreffend dienstjaar de specificatie van het resultaat van het dienstjaar

Aard van de opbrengsten	N-1	N	N+1	N+2
Bijdrage van de bewoners				
Bijdrage van de onderhoudsplichtigen				
Bijdrage van de O.C.M.W.'s				
Bijdrage van de bewoners of van derden die in hun plaats zijn getreden in de medische, paramedische, farmaceutische kosten				
Tegemoetkoming van het RIZIV				
Verskillende ontvangsten				
Vergoedingen van de verzekeringsmaatschappijen				
Teruggave van de erelonen van artsen				
Verscheidene prijsreducties				
Financiële opbrengsten				
Totaal van de opbrengsten				
Aard van de lasten	N-1	N	N+1	N+2
Financiële lasten				
Fiscale lasten				
Onroerende voorheffing				
Belasting op de natuurlijke of rechtspersonen				
BTW, boetes, heffingen				
Algemene kosten				
Personeelslasten (*)				
Andere lasten				
Onderhoudskosten				
Personeelslasten				
Andere lasten				
Verwarmingskosten				
Personeelslasten				
Andere lasten				
Administratiekosten				
Personeelslasten				
Andere lasten				
Kosten voor de was				
Personeelslasten				
Andere lasten				
Voedingskosten				
Personeelslasten				
Andere lasten				

Medische kosten				
Personeelslasten				
Andere lasten				
Paramedische kosten				
Personeelslasten				
Andere lasten				
Farmaceutische kosten				
Personeelslasten				
Andere lasten				
Huisvestings- en verzorgingskosten				
Totaal van de lasten				
NETTORESULTAAT				

(*) Met « personeelslasten » bedoelt men de lonen en alle lasten die erop betrekking hebben, de verzekering arbeidsongevallen — beroepsziekten en de dienst arbeidsgeneeskunde inbegrepen.

TABEL VAN DE AFSCHRIJVINGEN

Aard van de goederen	Duur van de afschrijving	Beginwaarde	Uitgevoerde afschrijvingen	Restwaarde
Immateriële vaste activa				
Concessies, brevetten				
Lopende studies en plannen				
Werkelijke rechten van erfpacht of opstal				
Roerende rechten				
Bouwwerken				
Niet medische uitrusting en materiaal				
van onderhoud				
van verwarming				
administratief				
voor de was-linnen				
van de keuken				
Niet medisch meubilair				
van onderhoud				
van verwarming				
administratief				
voor de was-linnen				
van de keuken				
Rollend materieel				
Medische uitrusting en materiaal				
Medisch meubilair				

